A PROPOS DE L'AFFLUX DE REFUGIES BURUNDAIS

AU SUD DU RWANDA

-RETOUR SUR LE 18 OCTOBRE 1988-

Adrien Sibomana est nommé Premier ministre du Burundi

Contribution à la Commission Vérité et au Mécanisme de Justice Transitionnelle

Rose Ntwenga, Montpellier, 13 mai 2015.

DOSSIER D'ANNEXES

ANNEXE N°1 : *Lettre ouverte* au président Pierre Buyoya du 22 août 1988.

ANNEXE N°2 : Communiqué de presse du Mouvement pour la paix au Burundi (M.P.B.) du 19 août 1988 « *L'armée burundaise massacre la population au napalm* ».

ANNEXE N°3 : Article de presse La Libre Belgique du 20-21 août 1988 « *Burundi : du napalm contre les paysans ? C'est ce qu'affirme l'opposition hutu qui parle de vingt mille morts* ».

ANNEXE N°4 : *Complément à la Lettre ouverte du 22 août 1988, 29 août 1988.*

ANNEXE N° 5: « *In a Burundi Hospital, the suffering children*" by Blaine Harden, The International Herald Tribune, Tuesday August 30, 1988.

ANNEXE N°6 : « *Lettre ouverte d'anciens volontaires belges au Burundi* » publiée dans le bimensuel belge Demain le Monde, le 7 novembre 1988.

ANNEXE N°7 : « *Burundi/Droits de l'Homme/Judiciaire/Population/Nouvelles du Burundi* » dépêche de l'agence BELGA du 25 novembre 1988.

ANNEXE N°8 : *Lettre ouverte* des Réfugiés burundais au Sénégal, 8 mai 1989.

ANNEXE N°9 : *« Burundi : des intellectuels complices »*, par Claude Frey, Le Monde. octobre 1993.

ANNEXE N°1 : *Lettre ouverte* au président Pierre Buyoya du 22 août 1988.

Bujumbura, le 22 Août 1988

LETTRE OUVERTE A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A BUJUMBURA.-

Excellence Monsieur le Président,

Nous venons porter à votre connaissance la prise de positon des hutu sur les événements qui sont en train de se dérouler au Burundi depuis le début du mois d'août. Nous nous attacherons ici de relever les contradictions que masque l'information officielle, légitimant ce que nous croyons être un nouveau "Plan Simbananiye" (génocide 1972). Certains d'entre nous avaient bien voulu l'exprimer samedi au cours des réunions du parti; mais comme les interventions étaient manifestement programmées à l'avance dans l'intention de consacrer l'attitude extrémiste tutsi dirigée en faveur d'un plan d'extermination qui transparaissait si clairement dans les idées et surtout dans la note finale dans toutes les localités de la capitale, nous nous trouvons dans l'obligation de résumer notre réaction àtravers cette lettre ouverte, et nous osons espérer que vous y réserverez une bonne suite. Nous savons d'avance que ceci peut susciter des conséquences puisque votre entourage risque d'y voir une justification des répressions que nous sommes venir : la Radio vient de l'annoncer par des termes révélateurs comme "ceux entendus depuis dimanche, trahissant le principe même de la transparence que le régime évoque et que le gouvernement vient de réaffirmer alors que des hutu sont déjà massacrés dans le procès.

Avant d'entrer dans le vif de la question, nous demandons déjà à la Communauté internationale, en particulier, les missions diplomatiques accréditées à Bujumbura de suivre de la situation. Nous tendons la main aux pays voisins, à l'O.U.A., aux organismes du système des Nations Unies, à la Communauté internationale ainsi qu'aux différents organismes humanitaires... de suivre l'évolution des événements et d'intervenir au besoin pour éviter un massacre qui n'est plus caché.

Excellence Monsieur le Président,

Point n'est besoin de détailler le caractère préoccupant de la situation socio-économique difficile qui produit ce triste résultat. Les inégalités et les injustices [illegible] social sont d une réalité qui semble être cautionnée par le pouvoir en place dans le pays, en dépit des contestations incessantes des esprits progressistes et des promesses du discours politique. Il apparait bien que les positions acquises depuis plus de vingt ans par la classe dirigeante doivent être sauvegardées, et tous les moyens sont devenus bons à ce fin. Le pouvoir reste régional, clanique et surtout tribal. Or, malheureusement, le Burundi, petit et pauvre, rend difficile le partage du gateau qui s'amenuise de jour en jour; cela n'est même plus possible à l'intérieur du groupe des dirigeants au pouvoir fussent-ils d'une même ethnie ou d'une même région. Lorsque cette contradiction, aujourd'hui matérialisée par l'enlisement des dossiers des anciens dignitaires du régime Bagaza coupables de crimes de haute trahison ou de détournements, entraîne une guerre froide entre l'éthnie dirigeante, il se trouve toujours un moyen de chercher les raisons ailleurs et de désigner des cibles. Comme en 1972, après le procès surprise des hommes de Muramvya la communauté hutu devient "l'ennemi de la Nation" ; il faut la décapiter pour rétablir le dialogue tutsi menacé d'éclatement.

Le discours officiel se trouve, cependant, vite contredit par les faits.
1. Dans les évenements de Marangara et Ntega, on parle de réfugiés hutu qui auraient entraîné d'autres à l'intérieur du pays de prendre des machettes et des lancer pour massacrer les tutsi. Mais cela fait maintenant plus d'une semaine qu'on connait les coupables, mais on n'a pas encore dit qui ils sont, comment ils s'appellent, d'où ils sont venus, les noms de ceux qui les aident,etc; Alors qu'on annonce l'ouverture prochaine des procès dans la transparence, on apprend en même temps l'exécution sommaire des intellectuels hutu et on couvre la nouvelle de beaucoup de secret alors que le mensonge surgit à la face du monde. Qui sera par exemple capable de montrer devant les barres Côme Bibonimana, ancien député, et depuis longtemps poursuivi pour avoir dénoncé les statistiques tribales du ministère de l'Education et qui vient d'être exécuté avec beaucoup d'autres ?

2. On a vite conclu à une rebelion paysanne inspirée par des intellectuels hutu,, or d'après des information convergeants, les événements qui ont commencé à Marangara au milieu de la premiere semaine du mois ont une grande explication qu'on n'a jamais dite à travers l'information diffusée par le pouvoir. On signale en effet la présence des militaires du 4ème Bataillon de Ngozi en manoeuvres dans la localité sans avoir prévenu la population, erreur qui a été notée par les paysans lors d'une c "campagne de pacifica ti qui a été reconnue par un chef militaire qui a parlé d'un ordre recu "du haut". Cela prenait plus de dix jours avant le début des massacres. L'histoire dira comment les évén ont dénégérdén dégénérer en conflits sanglants, se déplaçant de Marangara à Ntega pour finalement gagner les communes environnentes. L'information officielle le cache, mais il sûr que l'avenir le démontrera.

3. Officiellement, on apprend depuis mercredi que le calme est revenu et que la situatio est maitrisée, mais le gouvernement instaure en même temps un couvre feu sur tout le territoire national en priant la population de ne croire qu'à l'information de la Radio nationale. Et quand la presse internationale le dément, on reconnait qu'il y a encore quelques affrontements ! Oui, l'armée a provoqué des tensions ; oui, la même armée a amené la repression dans les campagnes. Des camions ont évacué les familles tutsi de la région vers Ngozi pour les sécuriser, pendant que des blindés, appuyés par des hélicoptè s'attaquaient aux hutu. Les survivants sont parvenus à fuir vers le Rwanda, et il est cu d'entendre que des hutu exterminent les tutsi et se comptent en même temps en grand nombre parmi les réfugiés!

4. Comment expliquer que les militaires aient refusé de d'intervenir au début desdits massacres alors que leur premier devoir est d'arrêter rapidement tout danger en empêcha toute progression ? Il a fallu attendre quelques jours après pour faire croire à la paix alors que les engins militaires se mettaient à l'action. Cette abstention nous semble êt une légitimation de l'agression pour rééditer la reppression de 1972. Un montage donc? Encore une fois, l'histoire le dira.

Excellence Monsieur le Président,

Dans cette situation, il est normal que la population soit maintenant sur le qui-vive et reste traumatisée par l'imminence d'un nouveau génocide. La presse nationale sait de quo il s'agit quand elle dit que les "coupables directement ou indirectement liés" aux événements seront sévèrement punis". Celui qui est né hutu, l'intellectuel en l'occurenc ne se fait plus aucune illusion. Il semble que l'Armée tutsi veuille réussir ce que le ministère de l'Education voulait réaliser dans les écoles secondaires et à l'Université. C'est la scène qu'on a vu tout au long de la dernière année scolaire. Et c'est une bonne similitude de situation. En effet, on n'a pas encore oublié que les élèves et les étudia tutsi ont participé à une campagne d'intimidation au niveau national. Les coupables sont connus. Les dossiers sont là. Mais, paradoxalement, ce sont les hutu, forcés de quitter écoles, sous la menace des couteaux comme ce fut le cas à l'Ecole Technique Secondaire d'Art de Kamenge et des fusils à l'Université. De la même façon, le hutu va faire le dra des massacres actuels . Pourtant, quelques éléments tutsi progressistes et modérés ont souligné dans les réunions du Parti que le problème fondamental du Burundi actuel était

essentiellement d'ordre politique et fondé sur les inégalités sociales ; ils ont attiré l attention du plic que la classe dirigeant pourrait être plus responsable que d'autres d cette affaire.

Excellence Monsieur le Président,

Nous aimons la paix. Contrairement à ce que l'aile extrémiste tutsi pourrait vous faire croire, seul moyen de maintenir sa place dans l'arène du pouvoir, en perpétrant un génoci nul hutu sensé ne rêve d'exterminer les tutsi. Bien au contraire ! D'autant qu'il existe d'ailleurs des tutsi prêts à construire la pays avec les hutu, l'obstacle étant l'absenc de dialogue. Maintenant, la situation dépasse la limite du tolérable.

C'est pourquoi, Excellence Monsieur le Président, si vous visez l'objectif d'une paix durable au Burundi, nous vous proposons les quelques solutions suivantes :

1. Suspendre les massacres et les arrestations arbitraires des, hutu
2. Désigner avant la fin de cette semaine une Comission nationale multi-éthnique et représentative chargée d'analyser sans complaisance les mesures structurelles qui s'im sent pour éviter le pire. Nous recommandons qu'on y adjoigne des observateurs extérei pour garantir la neutralité de la commission.
3. Voir dans quelle mesure les hutu peuvent être associée à la Défense et à la Direction politique de leur patrie.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurence de notre considération très distinguée.

- C.C.

Monsieur le Ministre (Tous)
Monsieur le Coordinateur du Parti
Missions Diplomatiques (Toutes)
à BUJUMBURA

LES SIGNATAIRES

HABONIMANA Aloys de Gonzague
SUMU Salvator
NTABONA Venant
BAMPIGIRA Lin
NDAYAKIRE Terence
NDABASHIKA Benoît
NGENDAKUMANA Patrice
NIYA Zacharie

NIYONZIMA Alexandre
HAKIZIMANA Déo
BUSABUSA Ladyade
MASABU Joseph Marin
Bsanse Augustin
NSABIMANA Audace
NTARATAZE Daphrose
VAUNGIMANA Frédéric

Les SIGNATAIRES (SUITE)

NDIKUMANA Séance

BIRABISHA Didace

VYANDWI Emmanuel

NIBOGORA Oscar

MBONABUCA Térence

NYAWENKA Louis

DAHATI Constantin

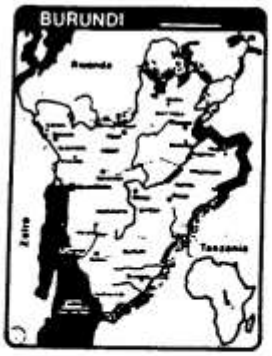
NDARUHUTSE Jérôme

KAKATHYUNGUROZA Gervais

VSHIMIRIMANA Pasteur

UTIHPIRANTIJE Abel

ANNEXE N°2 : Communiqués de presse du Mouvement pour la paix au Burundi (M.P.B.) des 19 et 22 août 1988 « *L'armée burundaise massacre la population au napalm* ».



160

MOUVEMENT POUR LA PAIX ET LA DEMOCRATIE AU

BURUNDI

Bruxelles, le 19 août 1988.

COMMUNIQUE DE PRESSE : L'armée burundaise massacre la population au napalm.

Durant les deux dernières semaines de juillet 1988, des emprisonnements ont eu lieu à travers tout le pays. Pour tranquilliser la population, la radio nationale a annoncé qu'il s'agissait d'emprisonnements faisant suite aux détournements de fonds publics et non aux problèmes ethniques.

Le 5 août, les militaires arrêtent tous les Hutu du personnel de la commune de Marangara (Province de Ngozi) comprenant un conseiller, un agronome, un comptable, un moniteur, un juge ainsi qu'un commerçant et une personne qui n'a pu être identifiée. Alertée, la population des alentours accourt pour s'enquérir des motifs de ces arrestations. Elle pose beaucoup de questions aux militaires sur le fait qu'il n'y a que des Hutu arrêtés, et s'oppose énergiquement à ces arrestations. Les militaires réagissent en tirant sur la foule et blessant mortellement un étudiant. 40 personnes sont arrêtées et embarquées sur des camions militaires, tandis que des centaines d'autres se dispersent en courant et prennent la fuite vers les communes limitrophes du Rwanda. En outre, de peur que les militaires reviennent, la population procède à la destruction du pont de Kigufi dans la même commune.

Le 7 août, les réfugiés arrivés au Rwanda sont refoulés vers le Burundi par les autorités rwandaises.
Dès le 14 août, certains Tutsi, appuyés et couverts par des militaires Tutsi commencent à assassiner ces Hutu refoulés sous prétexte qu'il s'agit de rebelles venus du Rwanda.

Le 16 août, les paracommandos de Gitega viennent en renfort aux militaires de Ngozi. Dès le 17 août, les militaires Tutsi tirent sur les Hutu de la commune de Ntega (Province de Kirundo) et de Marangara (Province de Ngozi).
A l'aide de trois hélicoptères, ils incendient au napalm les populations de plusieurs endroits des deux communes, ce qui explique la présence de Tutsi, tout autant parmi les morts que parmi les réfugiés arrivés au Rwanda.
Cette opération, selon certains témoins, se solderait approximativement à 20.000 morts et 10.000 réfugiés.

L'atrocité de ces événements à caractère ethnique est telle que des militaires ligotaient les gens par les bras et les jambes et les jetaient vivants dans la rivière Akanyaru séparant le Rwanda et le Burundi dans cette région.

Le mouvement pour la paix et la démocratie au Burundi constate qu'un nouveau génocide est en train de s'opérer au Burundi. Il demande à la communauté économique européenne et aux pays limitrophes du Burundi de conjuguer leurs efforts pour, en premier lieu arrêter les massacres actuels et, en deuxième lieu mettre sur pied une commission internationale chargée de mener une enquête approfondie sur les massacres actuels et les causes des génocides répétitifs au Burundi.

Adresse : B.P. 2101 - 1000 Bruxelles 1 - Belgique - Compte : CCB 068-2096515-81

MOUVEMENT POUR LA PAIX ET LA DEMOCRATIE AU

BURUNDI

Bruxelles, le 22 août 1988.

COMMUNIQUE DE PRESSE : l'armée burundaise est à l'origine des massacres en cours dans le nord du Burundi.

Le mouvement pour la paix et la démocratie au Burundi est en contact permanent avec les réfugiés qui affluent au Rwanda depuis le début des massacres dans le nord du Burundi. Ces derniers racontent :

- le 14 août, à partir de 21heures, des auto-blindés et des camions militaires prennent position dans plusieurs endroits des communes NTEGA(province Kirundo) et MARANGARA (province NGOZI). La population prend peur, des cris de détresse. se propagent dans tous les villages, des arbres sont abattus et des pierres rassemblées pour ériger des barricades sur les routes.
  Les militaires qui sont tous Tutsi, commencent à tirer sur la population qui. dans cette région est à 95% Hutu.et incendient leurs maisons.

- du 15 au 18 août des militaires Tutsi sont parachutés de nuit le long de la rivière AKANYARU qui sépare le Rwanda et le Burundi, ratissant la population depuis cette rivière vers l'intérieur du pays, coupant ainsi la route à ceux qui tentaient de fuir vers le Rwanda.

- le 17 août, les militaires Tutsi font monter de force quelques Hutu sur des véhicules et les obligent à proclamer sur les collines que la paix est revenue et que ceux qui se trouvent dans la brousse peuvent regagner leurs maisons. Les Hutu cachés qui se laissent tromper par cette annonce, sortent au grand jour et sont massacrés par les militaires Tutsi. Ce scénario est exécuté dans les deux communes de NTEGA et de MARANGARA.

Le mouvement pour la paix et la démocratie au Burundi rappelle que le napalm a été utilisé au cours de ces massacres. Cette information est confirmée, selon nos sources, par les militaires rwandais qui ont vu des blessés à l'hôpital universitaire de Butare. Des collines calcinées sont visibles de l'autre côté de la frontière.

Comme il l'a déjà indiqué dans son communiqué du 19 août 1988, le mouvement pour la paix et la démocratie au Burundi constate qu'un nouveau génocide contre les Hutu est en train de s'opérer au Burundi. Il demande à la Communauté Economique Européenne et aux pays limitrophes du Burundi de conjuguer leurs efforts pour, en premier lieu arrêter les massacres et, en deuxième lieu mettre sur pied une commission internationale chargée de mener une enquête approfondie sur les massacres actuels et les causes des génocides répétitifs au Burundi.

Adresse : B.P. 2101 - 1000 Bruxelles 1 - Belgique - Compte : CCB 068-2096515-81

ANNEXE N°3 : Article de presse La Libre Belgique du 20-21 août 1988 « *Burundi : du napalm contre les paysans ? C'est ce qu'affirme l'opposition hutu qui parle de vingt mille morts* ».

Burundi : du napalm contre des paysans ?

C'est ce qu'affirme l'opposition hutu, qui parle de vingt mille morts

Le Mouvement pour la paix et la démocratie au Burundi, un mouvement proche de l'opposition hutu en Belgique, a diffusé sa version des récents massacres au Burundi.

ARRESTATIONS. Selon son communiqué, des arrestations en milieu hutu ont commencé dans la deuxième quinzaine de juillet dans tout le pays. La radio nationale a alors affirmé qu'il s'agissait de personnes soupçonnées de détournements de fonds, afin de «tranquilliser la population», affirme le communiqué.

Le 5 août, des militaires arrêtent tous les fonctionnaires hutus de la commune de Marangara (province de Ngozi). La population, alarmée, s'interpose. Les militaires tirent, tuant un étudiant, et arrêtent quarante personnes. Des centaines d'autres fuient vers le Rwanda, proche.

REFOULES. Le 7 août, poursuit le communiqué, les réfugiés au Rwanda sont refoulés vers le Burundi par les autorités rwandaises.

Soulignons que cet incident avait été évoqué jeudi, par une source interrogée par téléphone à Butare, au Rwanda, par «La Libre Belgique» – mais cette personne n'avait pu donner de détails.

ASSASSINATS. Toujours selon le communiqué du Mouvement pour la paix et la démocratie au Burundi, le 14 août, certains Tutsis, appuyés par des militaires tutsis, commencent à assassiner des Hutus refoulés «sous prétexte qu'il s'agit de rebelles venus du Rwanda». Le 16, les paracommandos de Gitega viennent prêter main forte aux militaires de Ngozi.

Le 17, dans la commune de Marangara et à Nyega (province de Kirundo), des militaires tutsis tirent sur des Hutus. «A l'aide de trois hélicoptères, ils incendient au napalm les populations de plusieurs endroits des deux communes, ce qui explique la présence de Tutsis tout autant parmi les morts que parmi les réfugiés arrivés au Rwanda. Cette opération, selon certains témoins, se solderait approximativement par 20.000 morts et 10.000 réfugiés», affirme le communiqué.

Précisons que des sources de «La Libre Belgique», interrogées au Rwanda, affirment que certains des réfugiés sont brûlés.

DES TUTSIS. Rappelons que le gouvernement burundais affirme que la population s'est soulevée dans deux communes à la suite de l'action d'agitateurs réfugiés à l'étranger, qui ont fait croire «à l'imminence d'une guerre civile». Bujumbura ajoute que les victimes sont exclusivement tutsis et qu'il y aurait plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de morts.

MFC

ANNEXE N°4 : ***Complément à la Lettre ouverte du 22 août 1988, 29 août 1988.***

COMPLEMENTS A LA LETTRE OUVERTE ADRESSEE
A SON EXCELLENCE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI EN DATE DU 22 AOUT 1988

"Diffamatoire, divisionniste, subversif, invitant à la haine, prêtant des intentions criminelles au gouvernement...", tels sont quelques-uns des qualificatifs réservés à la lettre ouverte adressée au Président de la République du Burundi en date du 22 août 1988.

Ces épithètes n'ont pas été attribués par le destinataire de la lettre en personne mais par ses intermédiaires qui se disaient traduire la position du Parti UPRONA -Union pour le Progrès National- et de ses mouvements intégrés, spécialement l'Union des Travailleurs du Burundi (UTB) et la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR) une semaine après la parution de ladite lettre. Pourtant les signataires n'étaient animés que d'un esprit patriotique et proposaient un dialogue pour résoudre le problème séculaire qui a endeuillé le pays depuis des dizaines d'années.

Face à cette fausse appréciation du message contenu dans la lettre et toujours soucieux du dialogue, nous trouvons indispensable de fournir certains compléments à travers les lignes qui suivent.

Nous nous attacherons principalement à :

-expliquer ce qui est historiquement retenu comme "plan Simbananiye",

-rapporter les idées exprimées dans les réunions du parti du 18.8.1988 et 20.8.1988 en mairie de Bujumbura,

-parler des troubles survenus dans les écoles secondaires et à l'Université du Burundi,

-relater le malaise posé par l'affaire de détournements de fonds publics au sein de l'ethnie tutsi,

-illustrer le massacre de la population hutu par l'armée gouvernementale.

1. PLAN SIMBANANIYE

Il a été pour la première fois dénoncé officiellement le 18 avril 1968 à travers un rapport politique présenté au Président de la République, le Colonel Michel Micombero, par son Ministre de l'information, le Commandant Martin Ndayahoze -Rapport politique n° 093/100 C.A.B./67. Voici quelques-uns des objectifs de ce plan tels que relatés par ce rapport:

"Semer la haine parmi les ethnies en noircissant fortement quelques intellectuels hutu

Tabler sur les faux bruits déjà en circulation, crier haro sur les hutu pour la récidive de 1965. Alors il ne restera plus qu'à lancer une répression sanglante sur des cibles choisis d'avance et se montrer très actifs dans l'épuration criminelle pour réclamer le pouvoir comme rançon de son zèle. Après ce coup de balai, l'apartheid régnera au Burundi et le péril hutu sera anéanti à jamais".

Il est facile de constater que ce plan a été convenablement appliqué maintenant comme en 1969 et 1972. En effet dès l'annonce officielle des événements de Ntega et Marangara, on stigmatise les intellectuels hutu de l'extérieur et leurs collaborateurs (ceux de l'intérieur du pays) qui auraient drogué et armé les paysans hutu afin de les lancer contre les tutsi. Voilà qui oppose automatiquement les deux ethnies au niveau de tout le pays et incrimine tout hutu capable d'influer sur un paysan, où qu'il soit. La répression générale est ainsi malicieusement légitimée dans l'opinion de tous les tutsi. Ceci est clairement traduit dans les réunions du parti du 18 et 20 août 1988.

2. REUNIONS DU PARTI DES 18 ET 20 AOUT 1988 EN MAIRIE DE BUJUMBURA.

Ces réunions ont été un moment de consécration de l'extrémisme tutsi plutôt qu'un cadre de débat démocratique. Le hutu n'y avait vraiment pas sa place. Les interventions semblaient programmées d'avance : plusieurs hutu tentèrent de demander la parole sans succès alors que les tutsi parlaient l'un après l'autre, traduisant la même haine et le même besoin de massacre général des hutu. Certains mêmes sortaient des textes préparés avant la réunion et les applaudissements massifs qui suivaient chaque intervention tutsi trahissaient la connivence générale.

Par contre les rares hutu qui étaient finalement autorisés à parler étaient chahutés du public séance tenante avant d'être poursuivis par la sûreté nationale dès la fin des réunions. Tel fut le cas de Mme NTARATAZE Daphrose (un des signataires de la lettre du 22 août 1988) qui ont pourchassée dès le 21 août 1988 par des agents de la sûreté véhiculés dans la voiture immatriculée BD 4649.

Personne ne peut comprendre que les dirigeants des réunions aient laissé des gens soutenir des thèses et proposer des pratiques allant à l'encontre de l'idéologie du parti UPRONA qui se veut unificateur. Mais en fait, les choses étaient voulues ainsi. Voici quelques-unes des interventions retenues.

Réunion du 18 août 1988 au palais de Kigobe

Mamert NYARUSHATSI, fonctionnaire au service culturel et social à la Présidence de la République et membre du comité de section du Parti à Bwiza, attise la haine ethnique: "depuis longtemps (1965, 1969, 1972) et cette année, ce sont les hutu qui ont toujours massacré les tutsi. N'y aurait-il pas ici dans cette salle, continue-t-il sur un ton méchant et ironique, un hutu intelligent qui oserait se lever et nous dire ce que veulent effectivement les hutu ?".

Félix BUHUNGU, membre du comité de la section Ngagara et Mama GENEROSA, membre de la section du parti à Nyakabiga, parleront dans le même sens tandis que Siméon SIMENYA, directeur de l'enseignement parascolaire, membre du comité central de la J.R.R. et membre du comité national de la Fédération des Travailleurs de l'Enseignement de l'U.T.B. renchérit: "Si j'étais un hutu, après ce qui s'est passé à Ntega et Marangara, j'aurais honte de me montrer en public; je me cacherais parce que je saurais que je suis responsable de ce qui s'est passé là".
L'avertissement est clair.

Réunion du 20 août 1988 dans les sections du parti en mairie de Bujumbura

Louis MVUYEKURE, membre du comité de section Musaga, identifie à sa façon les auteurs des massacres: "ce sont ces parents dont les enfants se sont réfugiés dans les pays limitrophes ou lointains et qui acceptent d'aller leur rendre visite ou de lire les lettres qu'ils leur envoient; ce sont ces gens (comprenez hutu) qui vont à l'étranger pour des missions officielles et officieuses ainsi que pour leurs propres affaires sans oublier les étudiants à l'étranger qui fréquentent les étrangers qui leur fournissent les armes (machettes et allumettes) et de la drogue. Ce sont aussi ces citadins qui côtoient les Européens".
Donc, tout hutu ayant un contac direct ou indirect avec une personne étrangère ou vivant à l'étranger est à éliminer.

Dahlie NAHIMANA, membre du parti en section Ngagara, est plus précise: "je connais les responsables des massacres et ce qui me chagrine c'est de les voir encore circuler librement dans la rue. Parmi eux figurent des ministres, des cadres politiques du parti et des hauts cadres de l'administration".

Prudence RUBANDA-SINARINZI, ancien avocat privé et membre du parti en section Rohero, est le plus applaudi; il déclare: "pour en finir avec ce problème (ethnique), je proposerais de décimer ce peuple à partir de tout individu âgé de 16 ans et plus, d'exclure de l'enseignement tout le reste et de le réduire ainsi à de simples paysans".

Le verdict populaire tutsi venait ainsi de condamner dans sa quasi totalité le peuple hutu à travers les réunions du parti UPRONA. Et les différents intervenants ne pouvaient pas se permettre ses excès verbaux s'ils ne se sentaient pas soutenus par les autorités du parti et de l'administration dont d'ailleurs les uns font partie.

C'est ainsi que d'aucuns pensent que des réunions auraient été convoquées pour préparer psychologiquement les esprits tutsi les plus modérés à l'oeuvre de massacrer les hutu.

3. TROUBLES SURVENUS DANS LES ECOLES SECONDAIRES ET A L'UNIVERSITE DU BURUNDI PENDANT L'ANNEE SCOLAIRE ET ACADEMIQUE 1987-1988

Parmi les écoles où ont eu lieu ces troubles, citons:
- l'Ecole Technique Secondaire de Kamenge (ETS),
- l'Ecole Technique de Gestion de Mutumba (ETG),
- les Ecoles de formation des Instituteurs (EFI) de Ruyigi, Rugali, Musenyi et Nyakabiga,
- les Lycées de Mureke, Ngozi.

Dans ces écoles, les élèves tutsi armés de couteaux s'attaquèrent à leurs condisciples hutu, pendant la nuit, sous l'oeil complice des autorités. Ces malheureux hutu qui ne durent leur salut que dans la fuite des établissements se virent renvoyés définitivement par le Ministre de l'Education Nationale en personne, le Lieutenant Colonel Jean-Claude NDIYO, sous le prétexte que ce sont eux qui ont provoqué les troubles.

Et non satisfait de voir les hutu (en fait très minoritaires dans les écoles) échapper à ces menaces mortelles, le Ministre de l'Education a adressé une note circulaire à tous les directeurs de tous les établissements secondaires enjoignant les élèves à ne plus quitter les écoles quelles que soient les conditions qui y surgissent sous peine de se voir chasser.

C'est dans cette même logique "Ndiyo" que le 21 septembre 1988 un communiqué ministériel menace de sanctions sévères tous les parents dont les enfants ne se seront pas présentés aux écoles respectives alors que les élèves des dernières années des lycées étaient portés disparus depuis le 12.09.88. On ne peut pas comprendre cette extrême méchanceté de vouloir tuer un élève pour demander après à ses parents d'expliquer sa disparition.

A l'université la situation du 26.04.1988 n'est pas moins dramatique. Pendant la nuit les étudiants tutsi menaceront les étudiants hutu au couteau et au revolver. Ceux-ci devront s'enfuir pour sauver leur peau. En voulant regagner le campus le lendemain, avec l'espoir d'y trouver le calme revenu, ils sont traités de tous les noms et battus à coups de poings et de pieds, sous prétexte qu'ils ont passé la nuit à préparer une attaque contre les tutsi. Le cynisme sera soutenu à l'université comme dans les écoles secondaires par les autorités de l'établissement. Et les fugitifs hutu seront menacés d'exclusion du campus. Cette situation sera dénoncée par deux étudiants hutu à la permanence du parti UPRONA devant le secrétaire général de la J.R.R. et son adjoint, le secrétaire national du parti chargé des questions socio-culturelles.

Ils dénonceront également douze étudiants tutsi parmi les meneurs des troubles et chefs d'orchestre. C'était entre autres :
-NIYONZIMA Godefroid (surnommé "Sénégalais"), étudiant en 1ère ingénieurat en faculté d'agronomie,
- NDIKUMANA Pacceli, étudiant en 1ère licence en faculté de droit, premier secrétaire du comité directeur de la commission estudiantine de la J.R.R et membre du comité central de la J.R.R,
- GAHUTU Sylvestre, étudiant en 3ème ingénieurat d'agronomie,
- .....Jean-Bosco, étudiant en 3ème année de médecine,
- NYAMWASA Daniel (rwandais), étudiant en 3ème année de médecine,
- NTARINDWA Janvier (rwandais), étudiant en 3ème année de médecine,
- .....Placide, étudiant en 3ème année d'histoire,
- SINDAYIKENGERA Bonaventure (surnommé "Nzovu"), étudiant en 3ème année d'économie.

Le recours aux organes supérieurs du parti n'aura aucune suite et ceux-ci nieront plus tard avoir jamais été informés du problème ethnique à l'université.

N'est-il pas permis d'en conclure que le parti était de connivence avec les personnalités du Comité Militaire pour le Salut National comme les lieutenants-colonels Alois KADOYI et Jean-Claude NDIYO, respectivement Ministre de l'Intérieur et Ministre de l'Education Nationale, qui animaient le mouvement de persécution des élèves et étudiants hutu dans les écoles et à l'université?

D'autres faits traduisant la volonté des tutsi d'exterminer les hutu bien avant août 1988 ont été relevés chez les militaires. Dans les camps de Mutukura (province Cankuzo), de Cibitoke (province de Cibitoke), et Gatumba (province Bujumbura), ces derniers sont allés frapper les populations civiles locales pour les amener à se révolter et ainsi créer une occasion de massacre général.

4. AFFAIRES DE DETOURNEMENTS DE DENIERS PUBLICS

La guerre contre les détourneurs de deniers publics déclarée par le Président de la République avait été bien accueillie par le public. D'anciens dignitaires du régime Ikiza se retrouvaient en prison et l'instruction de leurs dossiers révélaient des scandales financiers inouïs. Les accusés et leurs défenseurs trouvèrent une voie d'issue en menant une campagne pour le moins inattendue: on commence à répandre partout que les corrompus sont arrêtés uniquement à cause de leur origine clanique ou régionale.

C'est un coup de maître qui est aussi réussi car l'ethnie tutsi (dont font partie tous ces accusés) se divise en deux blocs. C'est un danger sans précédent pour la domination des tutsi sur les hutu au Burundi.

Il faut vite resserrer l'unité tutsi. Pour cela, il faut aussi trouver comme par le passé un ennemi commun aux tutsi, un événement unificateur. C'est la genèse des troubles, puis des massacres du nord du pays, et l'ennemi de la nation cesse d'être ceux qui lui spolient le maigre fruit de sa sueur, mais le hutu!

5. ILLUSTRATION DES MASSACRES DES HUTU PAR L'ARMEE GOUVERNEMENTALE AU NORD DU PAYS

Jusqu'à présent, le discours officiel nie le fait que l'armée ait massacré aveuglement et délibérément les hutu de plusieurs communes de Ngozi (communes Marangara et Kiremba) et de Kirundo (communes de Ntega, Vumbi, Busoni, Bugabira et Kirundo-Centre). Ces massacres se sont par ailleurs étendus aux communes Nyamurenza, Ngozi, Gashikanwa..., frappant surtout les "intellectuels" et commerçants hutu; tandis que dans toutes les provinces du pays s'opéraient des arrestations vers une destination inconnue. Et jusqu'ici, plusieurs semaines après l'annonce du calme rétabli par le gouvernement dès le 18.08.1988, les massacres continuent -avec toujours leur caractère ethnique. Les quelques cas ci-après le confirment.

5.1 Dès le départ, les massacres perpétrés par les militaires trahissent un souci autre que celui de neutraliser d'éventuels rebelles. On tue en effet tous les individus masculins de plus de 10 ans. Et dès la fin août, on commence à tuer systématiquement tout individu hutu (femmes et enfants y compris).

5.2 Des parachutistes ont été largués tout le long de l'Akanyaru entre les 18 et 25 août 1988, pour empêcher que les gens ne s'échappent.

5.3 A l'Ecole de formation d'instituteurs de Kanyinya, on protège les familles tutsi alors que toute personne hutu qui y cherche refuge est tuée. Ces protégés de l'armée serviront à guider cette dernière dans ses opérations nocturnes contre les paysans hutu restés sur les collines.

5.4 La plupart des fonctionnaires de Kirundo ont été crucifiés avant d'être achevés.

5.5 Les militaires hutu ont été rassemblés et tués à Kirundo. Ils ont été jetés dans le lac Cohoha et dans la rivière Akanyaru pour tromper l'opinion publique et faire croire que des militaires ont péri en combattant les rebelles.

5.6 Tous les intellectuels tutsi, élèves, fonctionnaires, commerçants...ont été armés pour renforcer les exactions de l'armée.

5.7 En dates des 11 et 12 septembre 88, les paysans tutsi attaquent les survivants hutu en commune Vumbi.

5.8 Du 19 au 21 septembre 1988, sont organisés des razzias au cours desquels des maisons de hutu sont pillées et les survivants tués en commune Bugabira.

5.9 Déjà dès le 02.09.88, des gens étaient massacrés par des Twa (la troisième ethnie du Burundi), poussés par des militaires qui leur promettaient 200 francs burundi par personne tuée. C'est toujours dans la commune Bugabira. La récompense de ces bourreaux d'occasion sera d'être tués eux-mêmes par ceux-là qui devaient les payer.

C'est dans ces circonstances que de très nombreuses personnes innocentes ont perdu leur vie. La liste ci-après n'a qu'une valeur indicative pour chaque péripétie susmentionnée.

- MIBURO Melchiade, professeur au Lycée de Bururi, tué le 20 août 88
- MENDE Stany, professeur à l'EFI Kanyinya, tué le 16 août 88 avec sa femme et ses enfants
- SEMAJEJE Damien, directeur adjoint du Projet Kirundo, tué le 16 août 88
- MUKURARINDA Matthieu, commerçant, tué le 16 août 88
- BIBONIMANA Côme, agent de la Mutuelle de la Fonction Publique, ancien représentant du peuple, tué le 16 août 88
- HASABUMUTIMA Gérard, coordonnateur de l'agriculture et élevage à Kirundo, tué le 16 août 88
- MURENGERANTWARI Jean-Bosco, fonctionnaire de l'Etat civil, tué le 16 août 88
- BARIMWOTUBIRI Jean-Bosco, professeur EFI Kanyinya
- RUGENGAMANZI Léonidas, directeur de l'Ecole primaire de Busoni, tué le 6 sept.88 à son domicile
- NKURANGA Helménégilde, commune Busoni, tué le 6 sept.88
- Mme NDIKUBWAYO Vénéranda, enseignante, éventrée par les militaires le 6 sept.88 à Busoni
- RWIDEGEMUZA Frédéric, commerçant résidant à Bubanza, arrêté à la fin août et libéré après avoir payé 100.000 francs burundi, mais exécuté par après
- HATUNGIMANA Hermès, directeur de l'Ecole primaire de Rurambo (province Ngozi), tué à la fin août à Bujumbura

- BUCUMI Marc, commune Bugabira, tué à l'aérodrome de Kirundo
- RUFUKU Pie, commune Kiremba, vendeur de vaches, tué le 22 août 88 à son domicile, par des militaires
- MPAMBAZI, commune Kiremba, vendeur de vaches, tué le 22 août par des militaires à son domicile, après lui avoir extorqué 14 caisses de bière Primus et 200.000 francs burundi
- MAPENGU Fidèle, commerçant à Kiremba, tué le 19 août 88 par les militaires
- NSHIMIRIMANA Déo, directeur d'une école YAGA MUKAMA à Busoni, disparu le 6 septembre 88 (aurait été emprisonné et relaché le 27 septembre)
- PFAKURENZAKO Louis et son épouse NAYIGIHUGU Prudencienne, tués par des Twa trompés par les militaires, le 2 septembre 88
- 28 personnes originaires de Bugabira, tuées par des Twa trompés par des militaires, le 2 septembre 88
- RUKURUBUGU Bernard, commerçant à Gatobo (Cashikanwa), tué le 19 août 88 par des militaires
- Tous les fonctionnaires hutu du projet Kirundo, décimés le 16 août 88 par des militaires, dont plusieurs ont été tués aux salons de leurs maisons.
- MPAWENIMANA Damien, commerçant à Nyagatovu (Vumbi), tué le 19 août 88
- MAJEDI Zacharie, sa femme et ses trois enfants, tués le 18 août 88 en commune Kiremba
- BARINAKANDI Jean, commerçant à Gakoro, commune Kiremba, tué le 17 août 88
- MANWAKO Gaspard, enseignant à l'Ecole primaire de Kinyovu (Kiremba), tué le 24 août 88 par des militaires à Nyamurenza
- SESONGA Alfred, chef de l'orchestre du Ministère de la Jeunesse et des Sports, arrêté dans son bureau le 3 septembre 88 et porté disparu dès ce jour
- NDAYISABA Vincent, Inspecteur cantonal à Ngozi, arrêté dans son bureau au début du mois de septembre et tué à Ngozi
- NYONI Philippe, directeur du collège Gisenyi (Bujumbura), arrêté à Bujumbura et conduit à Ntega pour y être tué
- NKESHABARWANYI Vital, électro-mécanicien à Buyenzi (Bujumbura), arrêté à Bujumbura et conduit à Ntega pour y être tué

En dehors de la région du nord, de nombreuses arrestations ont eu lieu à travers tout le pays, sans raison apparente, à l'exception de la lettre ouverte au Président de la République. Les signataires de cette dernière sont pour - chassés à Bujumbura et jusqu'au 7 septembre 88 sept d'entre eux étaient déjà emprisonnés; il s'agit de :

- HABONIMANA Aloys de Gonzague
- BAMPIGIZA Lin
- NDAYAKIRE Térence
- HAKIZIMANA Déo
- NSANZE Augustin
- NDIKUMANA Léonce
- NIBOGORA Oscar

- NSHIMIRIMANA Pasteur

Il n'y a pas à douter que la vie des signataires non encore arrêtés est gravement menacée. Leur mort lente est déjà préparée par les tortures morales et physiques perpetrées contre ces personnes dont le seul crime est d'avoir suivi les principes de concertation et de transparence (pourtant prônés par la troisième république) en exprimant leur point de vue sur les événements du nord du pays par le truchement d'une lettre adressée au Président, le seul canal d'expression qui restait en fait possible.

Avant leur arrestation ou leur fuite, plusieurs signataires ont subi des interrogatoires intermittants à la sûreté nationale, au parti, auprès des services administratifs employeurs. Certains d'entre eux ont subi des violences physiques; tel est le cas de NSABIMANA Audace qui fut frappé à son domicile par une bande de militaires armés. D'autres ont déjà vu des amis ou parents pris en otages par des militaires ou agents de la sûreté quand eux n'étaient pas encore découverts et arrêtés. Tel fut le cas de Marius MANIRAKIZA qui fut emprisonné à la place de Déo HAKIZIMANA jusqu'au jour où celui-ci se livra à la police. Par ailleurs, des critiques très malveillantes de la lettre ouverte ont été émises par différentes assemblées des mouvements intégrés au parti UPRONA et une large diffusion leur a été offerte par les différents médias du pays dans l'optique de marginaliser et torturer moralement les signataires qu'on se mettait à insulter à volonté.

Les fonctionnaires signataires comme Mme Daphrose NTARATAZE, Mlle Radegonde BUSABUSA et M. Salvator SUNZU ont été suspendus de leurs activités professionnelles ou administratives. Quant aux étudiants de l'Université du Burundi signataires de la lettre ils se sont vus radiés de l'université ou suspendus pour au moins deux ans.

CONCLUSION

Malgré cette suite très défavorable réservée à notre lettre du 22 août 88 par les officiels de la troisième république, nous restons attachés à son contenu et réitérons les propositions suivantes pour la solution du grave problème ethnique du Burundi.

1. Cesser les massacres et arrestations arbitraires des hutu
2. Mettre sur pied une commission nationale pluriethnique, démocratique et représentative chargée d'étudier le problème ethnique pour fixer les mesures structurelles nécessaires à l'établissement de la justice sociale et d'une véritable démocratie au Burundi.
3. Donner les chances à l'ethnie hutu de participer à la défense et à la direction du pays au même titre que l'ethnie tutsi.
4. Si le gouvernement continue à refuser la vérité sur les événements du nord du Burundi, qu'il autorise une enquête par une commission internationale neutre.

Bien que nous venons encore une fois de tenter le dialogue en espérant cette fois-ci être compris par le gouvernement du Burundi et par l'opinion générale tutsi, nous restons dans l'immédiat inquiets du sort des hutu au Burundi en particulier de ceux qui sont en prison, des signataires de la lettre du 22 août 88 et de leurs parents.

C'est ainsi que nous tendons la main à la communauté internationale (les pays limitrophes du Burundi, les pays représentés à Bujumbura, les organismes internationaux gouvernementaux et non gouvernementaux, l'OUA et l'ONU) afin qu'elle suive de près ce qui se passe au Burundi et assistent ce dernier dans l'établissement de la paix dans la justice de tous, et ainsi éviter les massacres répétitifs des innocents qui constituent une véritable honte pour le monde entier.

Le présent document est adressé à toute personne physique ou morale éprise de paix et de justice.

Ce 29 septembre 1988

Au nom du groupe des signataires de la lettre ouverte au Président de la République du Burundi du 22.8.1988

NTARATAZE D

MASABO Joseph Martin

BAHATI Constantin

NZIYA Zacharie

BUSABUSO Ladejeanne

ANNEXE N° 5: « *In a Burundi Hospital, the suffering children*" by Blaine Harden, The International Herald Tribune, Tuesday August 30, 1988.

In Africa, the Burden of Tragedy Worsens

Their parents were murdered in the [illegible] intertribal clashes between the minority Tutsis and majority Hutus, but there [illegible] in Kirundo, Burundi. Evidence [illegible] that [illegible]

[illegible] from the government figure of [illegible]

In a Burundi Hospital, The Suffering Children

By Blaine Harden
Washington Post Service

KIREMBA, Burundi — In a crowded mission hospital here in the verdant highlands of Central Africa, the screams, whispers and silent stares of maimed children bear witness to a tribal war that civilians lost this month to the national army of Burundi.

In the far corner of one ward of the hospital is a bed with two victims, both 8 years old. The little girls had the misfortune of being born into Burundi's majority tribe, the Hutu.

This country's government and the army are controlled by a minority tribe, called the Tutsi. Nearly all soldiers here are Tutsi.

At the foot of the bed, lying face down and motionless, is Josephine Udikamana. She is from the nearby region called Marangara, where Hutu-Tutsi hatred has been building for months. She has an infected bayonet wound in the middle of her back.

At the head of the same bed, sitting upright and gazing blankly at a wall, is Dayisaba. She, too, is from Marangara, and she has infected machete wounds on both her arms and a large machete gash across the right side of her neck. She apparently used her hand to try to protect herself from her attacker.

Asked who did this to her, Dayisaba whispered one word in Kirundi, her tribal language. "Soldiers," she said.

Dr. Ralph Dupre, a German surgeon in Kiremba, said most of the more than 93 patients who found their way to this hospital last week are Hutu women and children.

Dr. Dupre, who has performed 20 amputations since then, said most of them had been hiding for several days in nearby swamps and forests. During that time, he said, their wounds had become badly infected.

"They wait a long time in the bush before they come here, because they are afraid of the soldiers," the surgeon explained. He said he has treated more than 50 people, most of them women and children, whose wounds show that they were repeatedly bayoneted in the back, some as many as 20 times.

"The men had run away, so when the soldiers came to the villages, they found the women and children," Dr. Dupre said. He added that many of his Hutu patients were apparently lying face down on the ground when they were bayoneted.

A visit to this hospital, a tour of depopulated massacre areas and interviews with church sources in Burundi indicate that the tribal killing in the past two weeks has claimed far more than the 5,000 lives officially estimated by the government.

While members of the minority Tutsi tribe were the first victims of the violence, government soldiers

BURUNDI: *The Children Suffer*

(Continued from Page 1)

appear to have carried out extensive revenge attacks on Hutus.

Those reprisals sometimes pitted heavily armed Tutsi soldiers against Hutu peasants, some of whom fought back with machetes and spears. But many Hutu victims were unarmed women and children.

Two of Burundi's more fertile and densely populated northern districts, Ntega and Marangara, with an estimated pre-massacre population of about 150,000 people, now appear abandoned. Only goats and chickens roam the dirt yards of burned-out mud huts.

About 47,000 people, many with bullet or bayonet wounds, have fled north through a swamp to bordering Rwanda. The Burundi government says many people remain in hiding in the bush. A substantial number of those still unaccounted for are apparently dead, according to church sources in Burundi.

In these districts about 98 percent of the residents were Hutus.

"I think the army killed a lot of people," said one experienced diplomat who has extensive contacts with church officials in northern Burundi. "The soldiers lost completely their control. They went from one hill to another."

Judging from his contacts with local Tutsi government officials and from interviews with patients, Dr. Dupre said that the scale of the massacre has been grossly underestimated by the government.

"I would say 20,000 people died," Dr. Dupre said. Most of the dead, he said, are Hutus.

The Tutsi president of Burundi last week acknowledged at a news conference that the intervention of soldiers in the north "entailed, inevitably, some losses."

Asked how many of the dead were Hutus and how many were Tutsis, Major Pierre Buyoya replied, "There is an element of cynicism in a question like that. Despite that, since I agreed to answer questions, I'll answer it. Among those dead, we have not made ethnic distinctions. The dead were all Burundian. We cry because they are dead."

A diplomat who knows Burundi well and who traveled recently in the massacre region, last week gave a far-different assessment.

"All the people are now very tense," he said. "The Tutsi have put all their faith in the army." But, he continued, in Ntega, a town in which hundreds of Tutsis were killed by Hutus, "the army arrived late. So the Tutsi feel the army is good only to bury them. And the Hutu are afraid."

ANNEXE N°6 : « *Lettre ouverte d'anciens volontaires belges au Burundi* » publiée dans le bimensuel belge Demain le Monde, le 7 novembre 1988.

Lettre ouverte d'anciens volontaires belges au Burundi

Voici des extraits de la lettre que notre journal a reçu récemment.

"En tant qu'anciens volontaires de la coopération au développement au Burundi, nous sommes d'avis qu'il est de notre devoir d'élever notre voix lorsque la presse et le porte-parole du Ministre des Affaires Etrangères déclarent que la situation au Burundi semble être rétablie, (journal 29 sept. 88). Il en va de même en ce qui concerne les déclarations récentes de l'ambassadeur du Burundi à Bruxelles (journal 12 oct. 88).

C'est par les média que nous avons appris les évènements du mois d'août et les nouvelles actuelles: ils est presque impossible de faire mention de ces problèmes dans la correspondance avec des amis, Barundi et autres, sur place. Même dans les contacts personnels on aborde les problèmes ethniques avec beaucoup de pudeur. Néanmoins nous ne doutons pas des arrestations et des disparitions annoncées ces jours-ci."

"Les évènements du mois d'août nous ont choqués, mais pas surpris. En tant que volontaires travaillant surtout à l'intérieur du pays, nous avons pendant des années d'abord soupçonné la tension, et ensuite nous l'avons ressentie réellement. A la fin de la 2ème république il devenait de plus en plus clair que la population souffrait sous l'oppression d'un gouvernement qui, comme le régime actuel, voulait se maintenir au pouvoir coûte que coûte.

Il était pénible de devoir constater que toute tentative interne et pacifique pour accéder à une société plus juste était rendue impossible par les atteintes aux droits de libre circulation et de libre association. Ce fût surtout le contrôle très poussé de la sûreté d'état ayant des agents sur chaque colline et dans chaque cité qui rendait impossible l'exercice des droits de libre expression et de libre réunion. De même, après une période de calme relatif, la tension s'accrut à nouveau dans l'enseignement, du cycle secondaire et à l'université. En plus les efforts de développement ne bénéficiaient pas toujours au groupe cible ou même ce groupe cible craignait d'améliorer ses conditions de vie, de peur de se faire remarquer: les horreurs des évènements de 1972, où l'on a surtout visé les intellectuels et les plus aisés, étaient toujours présents dans les mémoires."

"Nous ne pouvons pas apporter des faits nouveaux. Cependant nous pouvons témoigner du découragement et de la crainte pour leur vie qui pèse depuis des années déjà sur la population Hutu. Il y a eu des tentatives pour accéder d'une manière démocratique à plus de justice; aussi bien des Hutus que des Tutsis progressistes participaient à ces tentatives. Cependant elles sont mort-nées: citons comme exemple l'arrestation et la fuite en exil de nombre des 27 signataires d'une lettre ouverte adressée le 22 août aux autorités à Bujumbura. Dans cette lettre, ces personnes dénoncent la version officielle des évènements tout en désignant le problème de l'inégalité sociale comme la vraie cause de ces évènements terribles. Aussi longtemps que de telles tentatives pacifiques sont rendues impossibles, on assistera à des évènements meurtriers chaque fois que la tension deviendra intenable."

"Le problème de la répartition équitable des pouvoirs et des moyens au Burundi ne se résoudra jamais de façon uniquement interne. En conséquence nous faisons un appel à la société internationale. Le Burundi dépend, pour la plus grande partie de ses revenus, des dons étrangers. D'une initiative SOLIDAIRE des pays donateurs peut résulter de grands effets.

Nous sommes d'avis que dans ce cas la Belgique a un rôle spécial à jouer: face à son ancien protectorat, la Belgique à toujours entretenu des relations spéciales et porte une responsabilité plus importante que n'importe quel autre pays industrialisé envers le Burundi."

ANNEXE N°7 : « *Burundi/Droits de l'Homme/Judiciaire/Population/Nouvelles du Burundi* » dépêche de l'agence BELGA du 25 novembre 1988.

BELGA(Agence de presse belge) 25.11.

EXT072 3 POL 0477 A BELGA-0215
BURUNDI/DROITS DE L'HOMME/JUDICIAIRE/POPULATION/
Nouvelles du Burundi *** 25.11.88

Le gouvernement burundais se réjouit du retour des réfugiés

BUJUMBURA 25/11 (AFP) - Le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération, Cyprien Mbonimpa, a déclaré vendredi lors une conférence de presse que son gouvernement se réjouissait de voir que l'appel lancé pour le retour des réfugiés au Burundi avait été massivement entendu.

Aujourd'hui, a-t-il dit, sur les 63.000 réfugiés, il n'en reste que 17.000 au Rwanda. Le ministre a souligné que ce retour massif posait des problèmes réels "parce qu'il faut aider les réfugiés: les installer, leur donner à manger, etc.".

"Le gouvernement du Burundi, a-t-il ajouté, souhaite que les organismes d'aide ainsi que les pays amis l'aident à réussir ce rapatriement, qui constitue la preuve du calme qui est revenu au nord du pays."

Un accord quadripartite avait été conclu début novembre entre le Burundi, le Rwanda, le Zaïre et le Haut Commissariat des Réfugiés (HCR) pour rapatrier les réfugiés par groupes dans des camions. Mais les paysans burundais ont préféré revenir comme ils étaient partis, en traversant la rivière.

****

Intellectuels emprisonnés selon le "Mouvement pour la paix et la Démocratie au Burundi".

BELG

BRUXELLES (belga) - Depuis le début du mois de novembre 1988, l'armée tutsi a procédé à l'emprisonnement de 5 intellectuels hutu: Melchior Ndadaye, Jean-Pierre Sendegeya, Charles Bancako, Gervais Ndikumana, et Paul Sirahenda, affirme le "Mouvement pour la paix et la démocratie au Burundi".

Se référant à des informations "de source sûre", le mouvement burundais ajoute, dans un communiqué publié à Bruxelles, que l'armée a également procédé à l'isolement (avec interdiction de visite, même familiale) de 8 intellectuels hutu : Aloys Habonimana, Lin Bampigiza, Térence Ndayakire, Déo Hakizimana, Augustin Nsanze, Léonce Ndikumana, Oscar Nibogora, et Pasteur Nshimirimana, emprisonnés en août dernier.

Enfin, le groupement signale que Déo Hakizimana a été transféré de la prison de Mpimba (Bujumbura) à celle de Rumonge (BURURI) où aucun détenu hutu n'est sorti vivant depuis 1965.

Dans ce communiqué, le Mouvement pour la Paix et la Démocratie au Burundi (MPD) demande aux 12 pays de la CEE "d'user de leur influence pour faire libérer les 13 intellectuels hutu et d'autres prisonniers de l'apartheid burundais".

Le "MPD" estime que ces mesures ont été prises à l'insu du nouveau gouvernement paritaire hutu-tutsi et prouvent que "c'est l'armée tutsi, pilier de l'apartheid burundais, qui est l'obstacle principal à l'instauration de la paix au Burundi./. (PHF/JWI)

./.
252109 NOV 88

ANNEXE N°8 : *Lettre ouverte* des Réfugiés burundais au Sénégal, 8 mai 1989.

//-) Monsieur Ide OUMAROU
Secrétaire Général
de l'Organisation de l'Unité
Africaine

à ADDIS ABEBA

OBJET/ : Demande urgente d'une commission de l'OUA pour enquêter sur la situation qui prévaut au BURUNDI

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous venons d'apprendre avec consternation par la voie des ondes que des confrontations ethniques sanglantes opposent encore une fois les HUTU et les Tutsi au Burundi, ce qui nous rappelle douloureusement les horreurs et les pertes en vies humaines qu'ont vécu beaucoup de familles burundaises en 1972.

Pour nous, nos craintes, fondées sur l'expérience pénible dans le passé, nous font penser que ce conflit risque de déboucher sur un autre génocide des HUTU perpetré par l'armée tutsi, comme ce fut le cas en 1972. En effet, là aussi, la radio nationale avait dans un premier temps accusé des "rebelles venus de l'extérieur" de se livrer à des tueries sur les Tutsi ; dans un second temps, cela avait donné prétexte à l'armée tutsi de conduire des exécutions massives des HUTU.

Les origines réelles du conflit ethnique de 1972 n'ont jamais été élucidées et posent plutôt des interrogations troublantes :

* Le jour même du début du conflit, deux membres tutsi du Gouvernement (MM. SHIBURA et YANDA) tenaient des meetings de provocation à RUMONGE (Sud Est) affirmant que les rebelles présumés avaient tout intérêt à laisser tomber leur projet. Le Gouvernement de Micombero, au lieu de prévenir, a préféré attendre tout en s'apprêtant à opprimer massivement.

* La rapidité et l'ampleur du massacre HUTU sont loin de laver le Gouvernement d'alors de tout soupçon : trois cents mille (300 000) HUTU environ furent assassinés en 3 mois !

.../...

Bien plus, l'armée tutsi a étendu les tueries sur tout le territoire alors que la soi-disante rebellion ne couvrait qu'une seule province, celle de Bururi au Sud.

L'Etat tutsi n'a fourni aucune preuve à l'opinion nationale d'une part, s'étant borné à fustiger "les ennemis de la nation venus de l'extérieur" ni à l'opinion extérieure d'autre part étant donné que les Journalistes étrangers furent brutalement éloignés et les quelques étrangers jugés curieux expulsés.

Tout cela prouve que ce conflit n'a été en fait qu'une provocation méchamment orchestrée par l'Etat tutsi pour liquider les citoyens HUTU.

Il est notoirement connu que l'armée tutsi avait un plan d'extermination sélective bien précis : d'abord furent exécutés les rares éléments HUTU dans l'armée, ensuite les élèves et étudiants, suivi des fonctionnaires HUTU.
Mais à la fin, cette armée devenue monoethnique, poussée par une profonde haine tribale a également massacré les femmes, enfants et mêmes des handicapés physiques d'origine HUTU.

Tout cela se passait bien à l'insu de l'opinion extérieure puisque le Gouvernement avait opéré un blackout total sur la situation intérieure au Burundi; état d'urgence suivi de la fermeture complète de toute communication avec l'extérieur, la radio nationale répétant à longueur de journées que des ennemis de la nation financés par des puissances étrangères massacraient tout à leur passage. Le monde extérieur apprenait trop tard que les HUTU avaient subi des exécutions massives sommaires. Leurs cadavres furent soigneusement dissimulés dans des fosses communes.

Après 1972, le pouvoir allait revenir complètement à l'ethnie minoritaire tutsi : refus systématique de recruter les HUTU à l'armée, leur maintien à des postes subalternes et une grave ségrégation allait désormais se systématiser au détriment des HUTU dans les écoles si bien que tout en étant majoritaire, les HUTU se réduisent à une minorité curieusement faible dans les écoles.

Le conflit Eglise-Etat lui-même bien connu sous le régime de Bagaza n'était en fait qu'un moyen habile que le pouvoir tutsi avait trouvé pour écarter les HUTU dans l'enseignement. On sait en effet que l'Eglise Catholique assure plus de 60 % de l'enseignement primaire et secondaire. Ayant écarté l'Eglise, Mr J.B. Bagaza pouvait librement opérer une ségrégation ethnique contre les élèves et étudiants HUTU. Pour ce faire une carte portant mention "U" selon qu'il s'agit d'un HUTU ou "I" selon qu'il s'agit d'un Tutsi suivait tout dossier. On imagine aisement la portée criminelle de cette pratique. La technique

.../...

est tellement efficace pour expliquer les nombres réduits des étudiants et enseignants HUTU dans les écoles et à l'Université.

Ce système de ségrégation ethnique a été poursuivi par Mr J.B. Bagaza mais aussi se renforce avec l'actuel président, Mr P. BUYOYA. Ce dernier se contente de quelques déclarations verbales sur la paix civile au Burundi mais ne fait rien en pratique pour résoudre ce grave problème de l'unité nationale. Politique d'autant plus dangéreuse que le fait ethnique a été nié par les régimes qui se sont succédés à BUJUMBURA : pour les hommes qui ont gouverné notre pays, il n'existe pas d'ethnie au Burundi. Cette thèse qui se veut originale ferait du Burundi le seul pays d'Afrique Noire où il n'y a aucune ethnie. Mr Bagaza ne déclarait-il pas que : "contrairement à ce qui existe ailleurs, il n'y a pas et il n'y a jamais eu au Burundi de tribus, ni même d'ethnie" (Afrique Asie n° 208 Mars 80). Pour les gouvernements Tutsi, il semblerait que les vocables mêmes de HUTU et Tutsi ont été inventé par "les impérialistes qui veulent diviser notre peuple", disent-ils. La négation de cette réalité culturelle n'est dans le fond qu'un terrible calcul politique.

Il faut souligner avec force qu'il y a aussi des TWA 1% au Burundi mais tous les Gouvernements les ont voués à une exclusion totale de la vie nationale en affichant à leur égard le mépris le plus profond. Il est significatif que Mr Mbonimpa n'en a même pas parlé au cours de sa déclaration propagandiste. De toute façon les étrangers résidant au Burundi connaissent bien cette triste réalité.

Pour cette ségrégation systématique des HUTU, nous pensons quant à nous que les gouvernements successifs portent une grave responsabilité de ce qui se passent actuellement au Burundi car ils ont tout fait pour pousser certains HUTU au déséspoir. Au lieu de favoriser la réconciliation nationale entre tous les Burundais : HUTU, Tutsi, TWA ; les gouvernements tutsi qui se sont succédés ont cru mieux de résoudre les inégalités sociales en excluant les HUTU et TWA de la gestion de ses affaires politiques et économiques.

Nous exprimons nos vives réserves quant à la véracité même de la version officielle même relative aux faits actuels. Nous ne partageons pas le point de vue du gouvernement quant aux commanditaires réels des évènements en cours au Burundi et nous nous interrogeons sur le silence que le gouvernement a observé avant de publier l'information. En l'absence de témoignage de sources indépendantes, cette interprétation du gouvernement doit être prise avec une extrême prudence, les dirigeants tutsi étant passé maîtres dans l'art de la désinformation.

.../...

Les déclarations de l'Ambassadeur du Burundi à Paris ne trompent personne. Ses élucubrations n'ont pour objectif qu'à induire l'opinion internationale en erreur et cacher la raison macabre d'un nouveau génocide HUTU perpetré par le gouvernement tutsi.

Quant au "chercheur" Jean-Pierre Chrétien, sa connivence avec les gouvernements tutsi est établie depuis de longue date. Il parle bien du Burundi, mais dès qu'il s'agit d'ethnies, il devient amnésique.

Le scénario ressemblant fort curieusement à celui de 1972, nous craignons une réédition de la terreur d'Etat qui s'en est suivie. L'armée tutsi ne doit pas y trouver un prétexte pour éliminer les HUTU et contraindre d'autres à l'exil. En effet, au moment où l'Afrique toute entière se préoccupe du problème de réfugiés en favorisant la solution idéale du rapatriement volontaire, de tels événements constituent un sabotage très regrettable des efforts consentis dans ce domaine si délicat.

C'est pourquoi, nous vous prions respectueusement, Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine de former une commission d'observateurs pour se rendre et enquêter sur place en ce qui concerne les retombées de la situation actuelle au Burundi.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre considération très distinguée.

Les Réfugiés Burundais au Sénégal

P.O NDAYIZIGIYE HAKIZIMANA

RURIMWISHIGA EPITACE

AMPLIATIONS

- Son Excellence Monsieur Abdou DIOUF Président de la République du Sénégal
- Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies
- Association des Juristes Africains à Dakar
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur de la Tanzanie
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur du Burundi
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur du ZAIRE
- NDUGU MWENYEKITI WA C.C.M DODOMA
- Monsieur le Délégué Régional du HCR à Dakar
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur du Rwanda

ANNEXE N°9 : *« Burundi : des intellectuels complices »*, par Claude Frey, Le Monde.

octobre 1993.

BURUNDI

Des intellectuels complices

Rarement on a vu une telle unanimité et une telle spontanéité dans la réprobation, lorsque l'armée tutsie a confisqué le pouvoir légal au Burundi. Les putschistes ont mis sur la même longueur d'onde les Etats-Unis et la Russie, la CEE et la Ligue arabe, les deux gouvernements du Zaïre.

Ce qu'on voit peut-être moins, parce que leur action est plus discrète et plus insidieuse, c'est la responsabilité d'intellectuels burundais, en général tutsis, quelquefois hutus qui, par les mots, font autant de mal que les militaires par leurs armes en les autorisant à massacrer.

Quand, en juin 1988, lors d'une conférence à l'université, le journaliste Simon Kururu déclare qu'il n'y a pas de problème ethnique au Burundi et accuse un *« lobby de presse »* international de nuire au pouvoir (tutsi) ; quand, suite aux massacres de Ntega et Marangara en août 1988, sept enseignants de l'université du Burundi, publient une *« Réflexion critique »* louant l'action de l'armée qui, comme en 1972, a *« rétabli l'ordre »* ; quand ils accusent la presse européenne de *« parti-pris manifeste »*, de *« fourvoyer l'opinion »* ; quand ils accusent les réfugiés hutus de jouir d'un *« exil doré dans quelque capitale européenne ou américaine »*.

Ces intellectuels sont complices. Jamais, ils n'ont dit clairement que le Burundi n'a pas d'armée, que l'armée au Burundi est l'armée des Tutsis, jamais ils n'ont avoué ce que tout le monde constate aujourd'hui : le refus des Tutsis extrémistes de partager le pouvoir avec leurs frères hutus.

CLAUDE FREY,
ancien professeur de linguistique à l'université du Burundi
Yaoundé